

font fonctionner la loi d'éducation dans leur municipalité. Sur 8 écoles, 4 peuvent être considérées comme très-bonnes et les 4 autres comme suffisantes. Une seule est mal pourvue de tables, bancs, livres, etc.; mais j'ose me flatter que cet obstacle aura disparu à ma prochaine visite. Ces 8 écoles sont fréquentées par 390 enfants. Le montant des contributions locales s'élève à plus de trois fois celui de l'octroi législatif. On a réussi à éteindre une dette assez considérable et à augmenter le nombre des écoles de manière à en faciliter l'accès à tous les intéressés.

7. Notre-Dame-du-Mont-Carmel.—Deux écoles en opération fréquentées par 76 enfants seulement. La pauvreté d'un certain nombre de contribuables empêche d'ouvrir une troisième école devenue nécessaire. Les deux qui sont établies produisent un grand bien au milieu de ces jeunes enfants privés de tout autre moyen d'instruction et qui peuvent, au moins, apprendre à lire, écrire, quelques notions de calcul et de grammaire, outre la connaissance de leurs devoirs religieux.

La perception des cotisations s'opère avec lenteur; la corporation a pu, néanmoins, faire honneur à ses engagements. Le secrétaire-trésorier tient ses comptes avec soin.

8. St. Louis de Kamouraska.—Les 6 écoles de St. Louis sont toutes assez bien tenues; quelques-unes même ont produit un résultat plus qu'ordinaire. L'académie des garçons, sous la direction de M. Lindsay, continue de donner entière satisfaction: la calligraphie et le calcul surtout sont enseignés avec un succès fort remarquable. En somme, l'état de choses que je déplorais depuis quelques années disparaît peu à peu. Encore quelques efforts, et je n'aurai que des compliments à faire.

Les finances sont un peu embarrassées; la perception des cotisations se fait avec lenteur, et les commissaires ne se montrent pas assez sévères sur ce point. C'est le corps enseignant qui souffre de cette coupable indulgence, tandis que les contribuables n'en retirent aucun profit.

9. St. Paschal.—Neuf écoles sous contrôle et une indépendante, soutenue par la libéralité d'une seule personne et tenue dans un endroit tellement isolé qu'il ne pourrait autrement profiter des écoles établies. Ces 10 écoles sont fréquentées par 375 élèves et peuvent être classées ainsi par rapport aux résultats obtenus: Très-bonnes, 4; passables, 4; médiocres, mais tolérables, 2. Lors de ma visite il n'y avait qu'une seule institutrice non-munie de diplôme. L'école modèle est sous la direction d'un élève de l'école normale Laval, et ce que j'en ai vu dans un premier examen m'en a donné une opinion favorable. C'est pour moi un agréable devoir de justice de mentionner d'une manière toute spéciale les écoles tenues par Melles, Melanie Michaud et C. LeBel. La première surtout ne peut guère être surpassée.

L'école supérieure des filles est sous la direction de la même institutrice et continue de donner satisfaction. Les comptes et procédés de la corporation sont tenus avec soin et par une personne qui y met beaucoup de ponctualité: l'état des finances est très-satisfaisant.

10. Ste. Hélène.—Que 4 écoles en opération durant le premier semestre, mais en aura 6 durant le dernier. Une de ces écoles est très-bien tenue; deux sont passables, et la quatrième est fort médiocre. En somme, il y a progrès sur les années précédentes: 127 enfants ont fréquenté ces 4 écoles. Les comptes et procédés sont tenus avec soin et accusent un état satisfaisant.

(A continuer.)

Petite Revue Mensuelle.

L'événement le plus important de ce mois, du moins aux yeux de la plupart de nos lecteurs, se trouve dans notre chronique locale: c'est la défaite du ministère Cartier-McDonald sur le projet de loi proposé pour l'organisation de la milice, défaite suivie de la formation d'un nouveau cabinet.

Entrés au pouvoir, l'un en 1854, lors de la formation du ministère McNab-Morin, l'autre en 1855, lors de la formation du ministère McNab-Taché, MM. McDonald et Cartier s'y étaient maintenus depuis cette époque. Lors de la retraite de Sir Etienne Taché, en 1857, M. McDonald ayant été chargé de reconstruire l'administration, M. Cartier devint chef du gouvernement pour le Bas-Canada, et après la résignation du ministère Brown-Dorion, en 1858, il devint premier-ministre; M. McDonald n'ayant alors que la direction de la section du Haut-Canada.

Il ne nous appartient point d'apprécier ici la carrière ministérielle de M. Cartier au point de vue politique; mais il n'est que juste de dire que c'est surtout à son habileté, à son énergie et à l'intérêt qu'il a constamment porté à l'instruction publique, que nous sommes redevables des progrès qu'elle a fait pendant son administration. L'établissement des écoles normales et les autres améliorations qui ont été obtenues dans

des circonstances bien difficiles, seront toujours au nombre des services les plus importants qu'il a rendus au pays.

C'est M. John Sanfield McDonald, ancien président de l'assemblée législative et ancien ministre, qui a été chargé de la construction du nouveau cabinet; et il s'est adressé, pour la section bas-canadienne, à M. Sicotte, comme lui, ancien *speaker* et ancien ministre. Par une singulière coïncidence, l'ancien premier-ministre et les deux chefs du nouveau cabinet étaient tous trois candidats à la présidence de l'assemblée législative en 1854, et sans l'insuccès de sa candidature à cette époque, M. Cartier n'aurait point présidé aussi longtemps qu'il l'a fait aux destinées du pays.

M. Sanfield McDonald est catholique, et c'est la première fois qu'un catholique est chargé de la formation de la section haut-canadienne du cabinet. C'est aussi la première fois, depuis la chute du cabinet tory de 1848 (si l'on en excepte le ministère Brown-Dorion), qu'un ministère est renouvelé de fond en comble sans qu'un seul membre de l'administration précédente en fasse partie. Il ne sera peut-être point sans intérêt pour nos lecteurs de jeter un coup-d'œil sur le petit tableau suivant des diverses administrations qui se sont succédées depuis l'union:

13 février 1841.—Ogden-Sullivan.
16 septembre 1842.—Lafontaine-Baldwin.
3 septembre 1844.—Viger-Draper.
29 mai 1847.—Sherwood-Badgley.
18 mars 1848.—Lafontaine-Baldwin.
28 Octobre 1851.—Hincks-Morin.
10 Septembre 1854.—McNab-Morin.
25 janvier 1855.—McNab-Taché.
21 avril 1856.—Taché-McDonald.
Novembre 1857.—McDonald-Cartier.
2 août 1858.—Brown-Dorion.
6 août 1858.—Cartier-McDonald.
24 mai 1862.—Sanfield McDonald-Sicotte.

La nouvelle administration se compose comme suit: *Haut-Canada.*—Hon. J. S. Macdonald, Procureur-général, Hon. James Morris, Receveur-général, Hon. M. H. Foley, Maître-général des postes, Hon. N. McDougall, Commissaire des terres, Hon. W. Howland, Ministre des finances, Hon. A. Wilson, Solliciteur-général. *Bas-Canada.*—Hon. L. V. Sicotte, Procureur-général, Hon. A. A. Dorion, Secrétaire-provincial, Hon. U. J. Tessier, Commissaire des travaux publics, Hon. T. D. McGee, Président du conseil exécutif, Hon. F. Evanturel, Ministre de l'agriculture, Hon. J. C. Abbott, Solliciteur-général.

M. Loranger, qui représente les nouveaux ministres dans leur absence, a fait connaître leur programme, dont les points les plus saillants sont le maintien de l'égalité dans la représentation entre les deux sections de la province, et la promesse de réductions considérables dans les dépenses du gouvernement. Il a annoncé l'intention du gouvernement de proroger aussi promptement que possible le parlement jusqu'au mois de janvier. M. Cartier, a assuré qu'il n'avait point l'intention de profiter de l'absence des ministres, et son collègue M. John A. Macdonald, a été plus loin encore en formulant l'espoir que l'on suivrait l'usage récemment adopté en Angleterre, de ne point faire d'opposition à leur réélection. Il a cependant insisté très-vivement sur la passation immédiate d'une loi de milice; son principal argument étant la probabilité d'une intervention de la France et de l'Angleterre, dans la guerre américaine.

Les dernières nouvelles sont, chose assez rare depuis quelque temps, favorables à la cause du sud. Le général Jackson, après une bataille où il a eu l'avantage, a repoussé de la vallée de la Shenononda, l'armée du général Banks. On a cru à un mouvement agressif des forces confédérées sur le Potomac, et la panique a été grande à Washington.

Le gouvernement des Etats-Unis a immédiatement fait un nouvel appel à la milice, et, de suite, de nouvelles légions sont accourues avec un zèle et une promptitude qui disent beaucoup en faveur de nos voisins. Cependant on n'a point tardé à apprendre que le succès de Jackson n'était pas, en toute apparence, parti d'aucun nouveau plan de campagne, mais un simple hasard de la guerre, et que McClellan et McDowell, loin de reculer, avançaient toujours vers le cœur de la sécession, que Richmond même était de plus en plus menacé. De Beauregard et de Corinth, rien de nouveau. Le grand allié que Beauregard attend sans doute, la fièvre jaune, n'a pas encore fait de ravages bien sérieux dans l'armée du nord.

Tandis que la situation américaine, un peu modifiée par les derniers événements, va exciter au plus haut point l'intérêt de l'Europe et amener peut-être une intervention, celle que l'on a cru devoir faire dans les affaires du Mexique devient de plus en plus embarrassante. L'Angleterre s'est à peu près retirée de cette affaire, et la France est seule avec l'Espagne à punir la mauvaise foi et toutes les horreurs du gouvernement de Juarez. L'armée française marche sur Mexico, et malgré le petit nombre des troupes qui la composent, malgré la jactance des proclamations mexicaines, elle n'a pas jusqu'ici éprouvé de résistance bien sérieuse. On sait que, d'un côté, l'Espagne tend à placer sur le trône de Montezuma, un de ses infants, et que, d'un autre côté, la France pousse, dit-on, la candidature de l'archiduc Ferdinand-Maximilien d'Autriche. L'Angleterre ne tient naturellement ni à l'un ni à l'autre de ces projets, et quant aux Etats-Unis, on peut être sûr qu'aussitôt qu'ils auront achevé la conquête du Sud (en supposant qu'elle soit possible), ils s'opposeront